



Angles d'Attactuell

Association pour une taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne

Bulletin édité par Attac suisse - www.suisse.attac.org - www.schweiz.attac.org - No 1/octobre 2018



Sommaire

- 2. Attac : 20 ans de luttes
- 3. Imprimer en Suisse : le parcours du combattant
- 4. En 2019, une nouvelle grève féministe en Suisse
- 5. Glencore : un été aux multiples scandales
- 6-7. Wasser ist ein Recht, kein Geschäft!
- 8-9. L'eau est un droit, pas une marchandise !
- 9. Les multinationales face à la justice
- 10-11. Vom Regen in die Traufe. Der Steuer-AHV-Deal, eine Mogelpackung
- 12-13. De Charybde en Scylla. Le deal fiscal AVS, un marché de dupes...
- 14-15. Die Chance auf einen Schritt nach vor
- 16-18. Eine kritische Bestandsaufnahme
- 19. Stellenangebot Attac Schweiz
- 20. 20 ans d'Attac - 20 ans de luttes Cycles de conférences
- 21. 20 Jahre Attac - 20 Jahre Kampf Konferenzzykl
- 22. Invitation assemblée générale
- 23. Einladung zur Mitgliederversammlung
- 24. Unterstützung/Soutien Attac Schweiz

Fusion des journaux et départ du secrétaire d'Attac Suisse

Es freut uns Euch, geschätzte Leserinnen und Leser, das Ergebnis der Zusammenführung von Angles d'Attac und Attactuell in einem bilingualen Heft, dem Angles d'Attactuell zu präsentieren!

Wir glauben, dass dies ein kleiner Beitrag dazu ist, den Röstigraben zu überbrücken und so auf beiden Seiten mehr voneinander zu erfahren und auch ein wenig die jeweiligen Sprachkenntnisse zu vertiefen. Die Artikel sind entweder auf Französisch, Deutsch, oder in beiden Sprachen abgedruckt (siehe Inhaltsverzeichnis).

Nach drei Jahren im Sekretariat von Attac Schweiz ist es für Markus Zeit weiterzugehen. Er hat im September sein Studium in soziokultureller Animation angefangen und wird sich auch in Zukunft für die Organisation der Zivilgesellschaft und für mehr soziale Gerechtigkeit einsetzen. Auf der letzten Seite dieses Hefts findet ihr die Ausschreibung der Stelle als Attac Co-Sekretär/in. Wir freuen uns über eure Bewerbungen.

Nous sommes heureux, chères lectrices et chers lecteurs, de présenter le résultat de la fusion d'Angles d'Attac et d'Attactuell dans un journal bilingue, Angles d'Attactuell!

Nous pensons qu'il s'agit là d'une petite contribution à l'établissement de liens à travers le Röstigraben, ainsi qu'à l'approfondissement des compétences linguistiques. Les articles sont imprimés en français, en allemand ou dans les deux langues. (voir le sommaire)

Après trois ans au secrétariat d'Attac Suisse, il est temps que Markus d'explorer de nouveaux horizons et de nous dire "Au revoir". Il a commencé ses études en animation socioculturelle en septembre et continuera à travailler pour l'organisation de la société civile et la justice sociale. Sur la dernière page de ce numéro, vous trouverez l'offre d'emploi en tant que co-secrétaire attac. Nous sommes impatients de recevoir vos candidatures.

Gute Lektüre und bis bald! - Bonne lecture et à bientôt!

Markus Flück und Mélinda Tschanz

Attac : 20 ans de luttes

En décembre 1997 paraissait dans Le Monde diplomatique l'édito «désarmer les marchés» d'Ignacio Ramonet. Le journaliste et directeur du mensuel posait le constat suivant :

« La mondialisation financière a d'ailleurs créé son propre Etat. Un Etat supranational, disposant de ses appareils, de ses réseaux d'influence et de ses moyens d'action propres. Il s'agit de la constellation Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale, Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) et Organisation mondiale du commerce (OMC). Ces quatre institutions parlent d'une seule voix - répercutée par la quasi-totalité des grands médias - pour exalter les « vertus du marché ». Cet Etat mondial est un pouvoir sans société, ce rôle étant tenu par les marchés financiers et les entreprises géantes dont il est le mandataire, avec, comme conséquence, que les sociétés réellement existantes, elles, sont des sociétés sans pouvoir. Et cela ne cesse de s'aggraver».

A la suite de ce constat alarmant, Ramonet propose la solution suivante : « Pourquoi ne pas créer, à l'échelle planétaire, l'organisation non gouvernementale Action pour une taxe Tobin d'aide aux citoyens (Attac) ? En liaison avec les syndicats et les associations à finalité culturelle, sociale ou écologique, elle pourrait agir comme un formidable groupe de pression civique auprès des gouvernements pour les pousser à réclamer, enfin, la mise en œuvre effective de cet impôt mon-

dial de solidarité».

Cet appel sous forme d'éditorial a été largement suivi, ainsi l'association a pu formellement naître lors d'une assemblée constitutive le 3 juin 1998. La taxe Tobin a été le premier fer de lance, mais de nombreux objectifs figuraient dès le début parmi les axes d'attaque, comme le contrôle plus étroit des marchés financiers, la défense du bien commun et des services publics, l'annulation de la dette des pays en voie de développement ou encore la promotion de la démocratie. D'une manière générale, elle a toujours dénoncé les travers de la société néolibérale et les dangers de la pensée unique.

Attac est devenue l'une des associations phare du mouvement altermondialiste. Sa participation a été la clé dans la création des Forums sociaux mondiaux. Sa légitimité s'est construite par le biais d'actions directes, la constitution de Conseils scientifiques et les nombreux ouvrages qu'elle a publiés tout au long de son existence. Ceux édités en 2018 sont 10 ans après la crise : Prenons le contrôle de la finance et Toujours plus pour les riches - manifeste pour une fiscalité juste. Plus impressionnant encore, l'appel d'Attac en France a dépassé les frontières et l'association s'est développée dans 38 pays, dont la Suisse.

Attac en Suisse : 20 ans en 2019

Ainsi, parallèlement à la création d'ATTAC en France en 1998, se constitue en Suisse le « Mouvement citoyen pour le désarmement des pouvoirs financiers » à Genève. C'est

à son appel qu'une première assemblée pré-constituante d'Attac Suisse a eu lieu à Lausanne le 12 février 1999. Plus de six cents personnes ont pris part à cette soirée durant laquelle il est décidé de constituer des groupes locaux d'Attac en vue d'une assemblée constitutive fédérale le 25 septembre 1999 à Fribourg.

Attac Suisse est indépendante d'ATTAC France, comme toutes les autres sections d'Attac dans le monde, néanmoins, la structure, les actions et les orientations restent similaires avec des adaptations en fonction de la spécificité du pays. Ainsi les membres d'Attac en Suisse se sont focalisés sur les accords commerciaux internationaux, la fiscalité et la finance en raison de la proximité et la densité des organisations internationales, d'entreprises financières et du statut particulier de la Suisse en lien avec le secret bancaire.

Aujourd'hui, ces campagnes continuent à être menées et de nouvelles sont apparues, comme le démontre le travail des membres mené sur les accords TISA et TAFTA, sur les enjeux liés aux changements climatiques ou sur la spéculation autour des matières premières. Attac Suisse s'est d'abord développée dans les cantons romands avant de prendre un essor dans les cantons de Bâle, Berne et Zurich.

*Mélinda Tschanz
Attac Suisse*



Pour exister, Attac Suisse a besoin de membres et également de militant.e.s, si vous êtes intéressé.e.s à participer aux actions merci d'écrire à : secretariat@attac.ch

Economique et pratique

Imprimer en Suisse : le parcours du combattant

Vous avez en main le nouveau numéro de l'Angles d'Attactuell.

Encore une fois son aspect a changé. Vous vous demandez probablement le pourquoi de toutes ces versions de votre journal préféré (préférée : laissez-nous rêver un peu...). Nous vous devons quelques explications. À la suite du décès de notre membre si actif et tant regretté Michel Pellaton, qui fabriquait le journal, nous avons pu être dépannés par son successeur à l'imprimerie. Mais pour des raisons de coût il nous fallait renoncer à la couleur.

D'autres facteurs ont considérablement affecté le financement du journal : nous n'avons plus eu assez de membres payant leur cotisation pour obtenir le tarif préférentiel de la poste. Le coût d'impression s'est trouvé à peine plus élevé et il a fallu trouver une solution pour la préparation à l'envoi (mise sous enveloppe, etc.). De plus les comptes de l'association étaient au rouge. Nous de-

vions trouver une solution plus avantageuse. C'est là que nous avons reçu une offre très bon marché et avons pu éditer les derniers numéros que vous avez reçus, de nouveau en couleurs et en retrouvant des conditions viables pour nos finances. Nous avons cependant appris que l'impression était sous-traité en Allemagne dans une imprimerie très standardisée à haut débit. Une discussion a alors eu lieu, car certains membres ont été choqués par cette délocalisation. La pratique est courante pour les livres, mais il semble que pour les journaux on défende le fait que le travail reste en Suisse.

C'est alors qu'a commencé un petit marathon pour trouver une entreprise, ou un artisan, qui puisse travailler pour nous à un prix raisonnable et en Suisse. Quel ne fut notre étonnement de constater que de nombreux petits imprimeurs sous-traitent à l'étranger la plus grande partie des travaux confiés. Quand ils ne sont pas réduits à ne faire que la

réviser notre manière de faire.

Au bout du compte il est apparu qu'il serait bien plus rationnel de réunir les Angles d'Attac et Attactuell en un seul journal et de renoncer aux images en couleurs. Et l'imprimeur choisi, CopyPress à Puidoux, nous a fait également un rabais très conséquent. Par ces lignes nous le remercions infiniment !

Comme vous êtes un certain nombre à nous avoir demandé les deux titres et qu'il nous a paru intéressant de vous offrir à tous la possibilité d'être au courant de ce qu'il se passe dans l'autre partie linguistique du pays, cette solution nous semble finalement plus intéressante que les précédentes.

Nous vous souhaitons donc une excellente lecture, en espérant que vous serez nombreux à régler votre cotisation et à nous permettre ainsi de retrouver un tarif postal adéquat...

*Mica Arsenijevic
Comptable Attac Suisse*

En 2019, une nouvelle grève féministe en Suisse

Le 14 juin 1991 s'est déroulé à travers toute la Suisse une grève soutenue par plus de 500'000 femmes actives professionnellement ou au foyer.

Ce mouvement de grève lancé par des militantes de syndicats et d'associations avait pour but de faire appliquer l'article constitutionnel sur l'égalité femmes et hommes du 14 juin 1981. Les revendications des grévistes touchaient aux domaines privés comme publics, notamment l'égalité salariale, la protection contre le harcèlement sexuel au travail ou encore le partage égal des tâches ménagères entre femmes et hommes.

Cette grève a eu un retentissement majeur, dont la création de la loi fédérale sur l'égalité de 1996. Les journalistes de Temps présent ont réalisé sur cette journée un reportage : les femmes en grève en libre accès sur le site de la RTS.

Malgré cet héritage impressionnant, les mouvements de grève nationaux sont peu courants en Suisse, la situation des femmes en Suisse tarde à s'améliorer. En effet, les différences salariales persistent, le travail ménager et domestiques leur incombent toujours majoritairement, la difficulté de lier vie professionnelle et familiale ou encore les situations précaires étant malheureusement les prérogatives de genre féminin. Les temps partiels imposés, les bas salaires, les violences sexuelles et conjugales, le harcèlement sexuel dans la rue ou au travail, les licenciements après retour de congé ma-

ternité, le non-remboursement des contraceptifs ou la charge mentale sont quelques exemples de la précarité encore endossée par les femmes.

L'assise de cette condition révoltante qui perdure, de nombreuses associations féministes, de gauche et des militantes de syndicats souhaitent réitérer la lutte du 14 juin 1991.

L'objectif : une journée nationale de grève féministe le 14 juin 2019.

La création de ce mouvement a eu lieu le samedi 2 juin à Lausanne. Ces assises romandes, non-mixtes pour l'instant ont décidé de l'orientation de la grève. Voici le communiqué de presse des assises :

"Nous en avons assez ! Nous ne sommes ni respectées, ni rémunérées selon les normes fixées par la loi. Dans la rue et au travail, le sexisme atteint nos vies, nos corps. Suissesses, immigrées, réfugiées, quelle que soient la couleur de notre peau, notre orientation sexuelle, notre statut social et notre âge, nous sommes exposées à des violences et discriminées d'une manière ou d'une autre".

L'actualité montre que les autorités politiques traînent les pieds et cautionnent les injustices, au lieu de sanctionner ceux et celles qui ne respectent pas les droits des femmes. Le Conseil fédéral vient de mettre fin au programme d'encouragement des structures d'accueil extrafamilial. Le Conseil des Etats a même rabaissé le projet de contrôle des salaires déjà largement insuffisant. Les priorités des femmes n'étant

jamais les priorités politiques, nous avons décidé de passer à l'offensive.

En Suisse, nous n'avons que trop patienté, trop attendu, trop supporté. Nous avons décidé aujourd'hui de nous organiser pour faire respecter nos droits et montrer que lorsque les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête.

Depuis d'autres réunions ont été menées dans différents cantons pour affiner les revendications, mais une ligne claire se dégage, il est hors de question de cantonner les revendications à l'égalité salariale, puisqu'il est clair que résoudre ce problème ne suffira pas à mener à l'égalité entre femmes et hommes. Les luttes d'Amérique du Sud pour la contraception et l'avortement, celles d'Espagne contre les violences machistes, celle du mouvement #MeToo contre le harcèlement sexuel au travail démontre à qui en doutait que le patriarcat est systémique et touche toutes les femmes cis et trans.

La manifestation du 22 septembre organisée par les syndicats de l'USS pour l'égalité salariale a été un premier signe de ralliement massif, la mobilisation doit continuer pour que la grève féministe 2019 dépasse le succès de la grève des femmes de 1991.

*Mélinda Tschanz
Attac Suisse*

Pour se tenir informer et participer :
grevefeministe@gmail.com

Dossier : Multinationales irresponsables

Dossier: Konzernverantwortungslosigkeit

Matières premières

Glencore : un été aux multiples scandales

Après le cas de corruption révélé par les Paradise Papers (voir Angles d'Attac no. 108, mars 2018), Public Eye a porté plainte contre la multinationale au mois de décembre 2017 auprès de la Confédération.

L'utilisation d'un intermédiaire frauduleux Dan Gertler (défendu par Marc Bonnant) pour obtenir les droits d'exploitation de mines à prix cassé en République démocratique du Congo (RDC) en est la raison principale. La RDC aurait ainsi perdu 1,36 milliards de dollars entre 2010 et 2012 suite aux contrats frauduleux avec Gertler.

Cet été, ce sont les Etats-Unis qui se sont penchés sur le cas de Glencore. En effet, la firme est sous enquête également pour corruption et blanchiment d'argent pour ses activités au Venezuela, au Nigéria et en RDC. Les liens entre Dan Gertler et Glencore sont également sous la loupe de la justice américaine.

Toujours cet été, lors de la 38e session du Conseil des droits de l'Homme à Genève, le Centre Europe-Tiers Monde (Cetim) en collaboration avec la fédération syndicale Industriall ont dénoncé les violations des droits humains perpétrés par Glencore, notamment en Bolivie, Colombie, RDC, Australie, Canada, Pérou et Zambie. L'entreprise malmènerait sa main-d'œuvre : Pression au travail, absence d'équi-

pement adéquat, menaces de fermeture si accidents sur les sites, contrats précaires (43% de personnel temporaire en 2017) ou encore violation de la liberté syndicale (brider les syndicats, menace de renvoi et emploi de briseurs de grèves).

Industriall a tenté à maintes reprises d'engager un dialogue avec Glencore concernant ces problèmes, démarche toujours rejetée par l'entreprise.

Glencore a souvent rejeté par le passé ce genre d'accusations. Espérons qu'avec les pressions des associations, des gouvernements et des juges Glencore avoue enfin ses mauvaises pratiques et cessent ses violations des droits humains et

commerciaux.

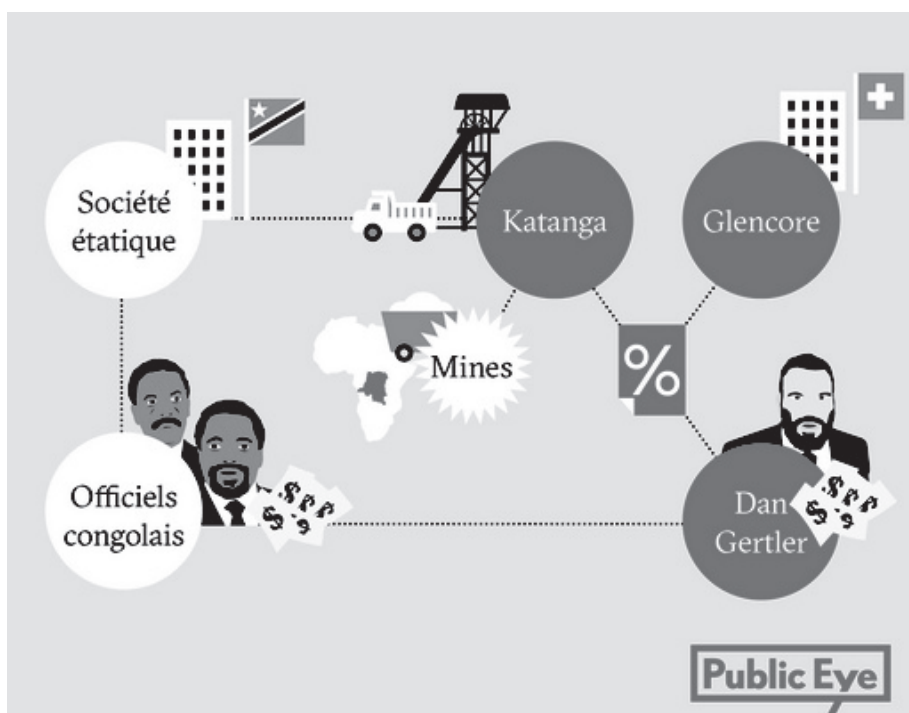
N'oubliez pas de voter oui à l'initiative sur les multinationales responsables afin d'obliger les entreprises comme Glencore à respecter les droits humains et environnementaux internationaux.

Mélinda Tschanz
Attac Suisse

Pour aller plus loin sur le sujet

Dossier de Public Eye :
Les affaires troubles de Glencore en RDC (2017)

Documentaire *Trading paradise*
de Daniel Schweizer (2016)



Wasser ist ein Recht, kein Geschäft!

Sauberes Wasser ist die Voraussetzung für unser Leben. Doch sauberes Wasser wird immer rarer. Mit einem Forum gegen Water Grabbing vom 19.-21. Oktober 2018 in Bern macht MultiWatch gemeinsam mit anderen Organisationen auf Wasser als Menschenrecht aufmerksam. Ausgangspunkt für das Wasserforum ist die jahrelange Beobachtung von Schweizer Konzernen und deren Menschenrechtsverletzungen.

In vielen Fällen geht es darum, dass der Zugang von Menschen zu sauberem Trinkwasser – zum Teil massiv – eingeschränkt wird und die Menschen so ihrer Lebensgrundlage beraubt werden.

Durst, erhöhte Sterblichkeit vor allem von Kindern, Vergiftung von Menschen und Tieren, Verlust von Biodiversität und eine Einschränkung der landwirtschaftlichen Produktivität sind dabei die verheerenden Folgen. Mit dem Wasserforum will MultiWatch gemeinsam mit unterschiedlichen Menschen und Organisationen, die zum Thema Wasser arbeiten, gemeinsame Inhalte erarbeiten und eine breite Öffentlichkeit sensibilisieren, um einen solidarischen Beitrag an die globale Wassergerechtigkeit zu leisten.

Wasser ist ein Recht...

Am 28. Juli 2010 verabschiedete die Generalversammlung der Vereinten Nationen eine historische Resolution, die den Zugang zu sauberen

Trinkwasser und Sanitätsversorgung als ein Menschenrecht anerkennt. Die Befürworter*innen wiesen darauf hin, dass Wasser gleichzusetzen ist mit Leben. Mit einem unstillbaren Durst nach Wasser würden die Menschen die Voraussetzungen für eine noch nie dagewesene, weltweite Wasserkrise schaffen. Zu den vielfältigen Ursachen gehörten die ungebrochene Nachfrage nach Wasser seitens der Industrie, der Landwirtschaft und der wohlhabenden Länder, die übermässige Nutzung der endlichen Wasservorräte der Welt, der Klimawandel und die sich ausbreitende Dürre. Die Hauptleidtragenden des entsetzlichen Kampfs um das Wasser sind stets die Armen. Für diese stellte die verabschiedete Resolution ein wichtiger Schritt dar. Jedoch wurde von Aktivist*innen bemängelt, dass die Generalversammlung nicht untersagt hatte, die Wasserdienstleistungen an den Privatsektor zu übertragen.

... kein Geschäft!

Immer mehr Investitionen fliessen in privatwirtschaftliche Wasserprojekte. Mit einer Zunahme von Privatisierungen und immer mehr öffentlich-privaten Partnerschaften wird versucht, Kapital aus einem schwindenden Rohstoff zu schlagen. Verschiedene Akteure treiben diese Entwicklung voran. Viele arme Länder sind durch die Weltbank gedrängt worden, die Wasserversorgung vertraglich privaten, gewinnorientierten Unternehmen zu überlassen. Denn die Länder werden vor der Wahl gestellt: Wer Finanzierungshilfen zur Verbesserung der Wasserversorgung der Bevölkerung

will, musste sich privaten, zumeist in Europa ansässigen Versorgern öffnen. Ein weiterer Akteur ist die Water Resources Group (WRG), eine öffentlich-private Partnerschaft. Zu ihr gehören neben der Weltbank auch eine Reihe von Wasserkonzernen, darunter Nestlé, Coca-Cola und Veolia. Die WRG verfolgt das Ziel, die Rolle der Privatwirtschaft in der Trinkwasserver- und Abwasserentsorgung auszuweiten und in Ländern auf der ganzen Welt für ein günstiges politisches Klima zu sorgen, um bei der Wasserbewirtschaftung für mehr marktorientierte Lösungen zu sorgen.

Schweizer Entwicklungsgelder für Nestlé

Die WRG fördert die Kommerzialisierung der Wasserversorgung mit Hilfe von industriefinanzierter Forschung und direkter Partnerschaften mit staatlichen Stellen. Auch die Schweizerische Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit (DEZA) unterstützt die WRG finanziell in Millionenhöhe und bot ihr im Swiss Pavillon am diesjährigen Weltwasserforum in Brasilia eine prominente Plattform. Während die WRG und die Wasserkonzerne wie Nestlé an diesem Forum ein Stelldichein gaben, formierte sich eine breite Bewegung für Wassergerechtigkeit am Alternativen Wasserforum (FAMA 2018). Begleitet wurde das FAMA von Protestaktionen wie jene der landlosen Bewegung MST, mit welcher sie u.a. den Sitz von Nestlé Waters in São Lourenço, im Südosten von Brasilien, besetzten. Aus dem FAMA richteten sich über 30 Organisationen mit einem offenen

Brief an die DEZA, in welchem die Unterstützung der öffentlich-privaten Partnerschaften kritisiert wird. Neben der Unterstützung der WRG hat die DEZA Projekte in ihrem Programm, in welchen sie mit privawirtschaftlichen Akteuren zusammenarbeiten. Ein Beispiel dafür ist die Kooperation von Nestlé und DEZA in Viet-nam. Ziel ist es, den Wasserverbrauch zu senken. Unklar ist, ob Nestlé die Investitionen nicht so oder so getätigt hätte und nun durch die DEZA subventioniert wird. Klar ist, dass es dem Geschäft von Nestlé nutzt und dass durch den Kaffeeanbau Wasser aus dem regionalen Kreislauf entzogen wird und als sogenanntes virtuelles Wasser in unseren Kaffeetassen landet. Das Land ist der welt-weit zweitgrösste Exporteur von Kaffee – und Nestlé ein wichtiger Abnehmer.

Forum gegen Water Grabbing in Bern

Wasserentnahme für den Profit grosser Nahrungsmittelkonzerne ist nur ein Beispiel von Water Grabbing. Am Forum gegen Water Grabbing werden diesbezüglich Workshops zu den Themen Agrobusiness, Rohstoff-

abbau (Minen), Flaschenwasser, Wasserversorgung und Waserdämme durch-geführt und versucht Lösungen im Sinne einer gerechteren, nachhaltigeren Wasserwirtschaft zu finden. Angesicht der Privatisierungsbestrebungen bietet sich beispielsweise der Ansatz der „Blue Communities“ als Gegenmassnahme an. Blue Communities anerkennen Wasser als öffentliches Gut. Sie achten auf einen nachhaltigen Umgang mit Wasser und setzen sich dafür ein, dass Wasserversorgung und -nutzung in der öffentlichen Hand bleiben. Sie unterstützen andere

Länder dabei, eine funktionierende öffentliche Trinkwasserversorgung bereitzustellen und einen nachhaltigen Umgang mit Wasser zu erreichen. Dazu pflegen sie einen langfristigen Wissens- und Erfahrungsaustausch mit Partnern im In- und Ausland. Gerade Public-Public Partnerships anstelle von Private-Public Partnerships würde global eine gerechtere Verteilung des Wassers vorwärtsbringen und dem Profitstreben der Wasserkonzerne Grenzen setzen.

Weiterführende Informationen :

Maude Barlow (2014) : Blaue Zukunft. Das Recht auf Wasser und wie wir es schützen können. München: Verlag Antje Kunstmann.

Karoline Herrmann (2012) : Sprudelnde Geschäfte. Von Unternehmen und der Wasserprivatisierung. Marburg: Tectum Verlag.

Daniel Stern (15.3.2018) : Grosse Versprechen, noch grössere Gewinne. Wasserknappheit. Die Wochenzeitung Nr. 11/2018.

Informationen rund um den offenen Brief an die DEZA : <https://multiwatch.ch/aktivitaet/am-nestle-wasser-klebt-blut-auch-mit-hilfe-schweizer-entwicklungshilf/>

Informationen zum Wasserforum : <https://multiwatch.ch>



L'eau est un droit, pas une marchandise !

Une eau propre est indispensable à la vie. Pourtant, c'est une ressource qui devient de plus en plus rare. MultiWatch et d'autres organisations attireront l'attention sur le sujet de l'eau en tant que droit humain lors du Forum contre l'accapement de l'eau à Berne du 19 au 21 octobre.

L'observation d'entreprises suisses et de leurs violations des droits humains est à l'origine du Forum de l'eau. Dans de nombreux cas, l'accès à l'eau potable est (en partie massivement) restreint, privant ainsi la population d'une ressource vitale. La soif, une mortalité élevée et surtout infantile, l'empoisonnement des humains comme des animaux, la détérioration de la biodiversité et la limitation de la productivité agricole en sont les conséquences désastreuses. Avec le Forum sur l'eau, MultiWatch souhaite collaborer avec diverses autres organisations travaillant sur le thème de l'eau afin de sensibiliser un large public et d'apporter une contribution solidaire à la réalisation de la justice dans le domaine de l'eau à l'échelle mondiale.

L'eau est un droit...

Le 28 juillet 2010, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution historique reconnaissant l'accès à l'eau potable et à l'assainissement comme un droit fondamental. Selon les défenseur·se·s de cette démarche, l'eau est synonyme de vie.

L'immense besoin d'eau non satisfait des humains engendrerait les conditions d'une crise mondiale

et inédite de l'eau. Les principales causes de ce manque sont les besoins croissants en eau de l'industrie, de l'agriculture et des pays aisés, le gaspillage des réserves épuisables d'eau de la planète, le changement climatique ainsi que l'avancée de la sécheresse. Les premières victimes de cette ignoble guerre de l'eau sont toujours les pauvres. Pour eux, la résolution adoptée constitue une avancée importante. Cependant, certain·e·s activistes ont regretté que l'Assemblée générale n'ait pas interdit le transfert des services de l'eau au secteur privé.

... et pas une marchandise !

De plus en plus d'investissements sont injectés dans des projets privés liés à l'eau. On assiste à une véritable course au profit à coups de privatisations croissantes et de partenariats public/privé autour d'une ressource qui se raréfie. Différents acteurs accélèrent cette tendance. Beaucoup de pays pauvres ont été obligés par la Banque mondiale de confier la gestion de l'eau à des entreprises privées, orientées vers la recherche du profit. En effet, ces pays sont confrontés à un choix : pour obtenir des aides financières destinées à l'amélioration de l'approvisionnement en eau, il faut faire appel à des fournisseurs privés, surtout européens. Un autre acteur est le Water Resources Group (WRG), un partenariat privé/public qui comprend, en plus de la Banque mondiale, toute une série d'entreprises dont Nestlé, Coca-Cola et Veolia. Le but du WRG est

d'accroître le rôle du secteur privé dans l'approvisionnement en eau et dans l'assainissement ainsi que de promouvoir un climat politique favorable à davantage de solutions orientées marché dans la gestion des eaux.

Aides suisses au développement pour Nestlé

Le WRG promeut la commercialisation de l'approvisionnement de l'eau par la recherche financée par l'industrie et par des partenariats avec des organismes publics. La Direction de la coopération et du développement suisse (DDC) soutient le WRG avec des aides financières se chiffrant en millions d'euros et lui a offert une plateforme bien visible au Forum de l'eau de Brasilia. Pendant que le WRG et des groupes comme Nestlé se donnaient rendez-vous à ce forum, un large mouvement pour de la justice pour l'eau s'était créé lors du Forum alternatif de l'eau (FAMA 2018). Parallèlement au FAMA, des campagnes de protestation ont eu lieu, comme celle du Mouvement des sans Terre qui a occupé le siège de Nestlé Waters à São Lourenço, au Sud-Est du Brésil. Plus de 30 organisations présentes au FAMA ont adressé une lettre ouverte à la DDC dénonçant le soutien des partenariats privé/public. En plus du soutien au WRG, le programme de la DDC comporte également des acteurs du secteur privé. Ainsi, par exemple, la DDC collabore avec Nestlé dans un projet qui vise la réduction de la consommation d'eau au Vietnam. Il est difficile de savoir si Nestlé n'aurait pas effectué ces

investissements sans cette aide et serait ainsi subventionnée par la DDC. Il est cependant clair que cela profite à Nestlé et que l'eau utilisée pour les plantations de café est retirée des circuits régionaux pour atterrir dans nos tasses de café sous la forme « d'eau virtuelle ». Le Vietnam est le deuxième exportateur mondial de café, et Nestlé un acheteur important.

Forum contre l'accaparement de l'eau à Berne

Le captage de l'eau pour le profit de grands groupes agroalimentaires n'est qu'un exemple de l'accaparement de l'eau. Le Forum contre l'accaparement de l'eau organise des ateliers sur les thèmes de l'agrobusiness, de l'exploitation

des ressources naturelles (mines), de l'eau en bouteilles, de l'approvisionnement et des barrages et tente de trouver des solutions pour une gestion plus juste et plus durable de l'eau. Dans un contexte de privatisation de l'eau, l'approche « Blue Communities » fait contre-poids. Les Blue Communities considèrent l'eau comme un bien public. Elles veillent à une gestion durable de l'eau et luttent pour que l'approvisionnement et l'utilisation de l'eau restent dans le domaine du pouvoir public. Elles aident d'autres pays à mettre sur pied une distribution efficace et publique en eau potable et de gérer les ressources d'eau de manière durable. En plus, elles permettent un échange de connaissances et d'expérience sur

le long terme avec des partenaires à l'intérieur du pays comme à l'étranger. Ce sont justement des partenariats public/public plutôt que privé/public qui permettraient de promouvoir une répartition plus juste de l'eau et de limiter la course au profit des grands groupes.

*Traduit par Valentine Elleau
Coorditrad*



Les multinationales face à la justice

Google : à la mi-juillet, l'entreprise a reçu une amende record de 5 milliards de francs de la part de l'UE pour abus de position dominante avec son système Android qui équipe près de 90% des smartphones. Google a 90 jours pour cesser ses pratiques sous peine de nouvelles sanctions. Dossier à suivre.

Apple : après la condamnation à payer 13 milliards d'euros à l'Irlande pour avantages fiscaux indus, l'entreprise à la pomme se retrouve en situation délicate à travers le monde. En début d'année, la justice française a lancé une enquête pour cas d'obsolescence programmée et tromperie. Même accusation de la part de la justice italienne et américaine. Apple aurait bridé les performances de certains produits sans avertir ses usagers.

Qualcomm : dans le sillage d'Apple, l'Union Européenne a infligé en début d'année une amende de près d'un milliard d'euros à Qualcomm. Ce fournisseur informatique américain est accusé d'avoir versé des milliards de dollars entre 2011 et 2016 à son client Apple pour qu'il ne s'approvisionne pas auprès de ses rivaux.

Monsanto : la firme a été condamnée par la justice américaine à verser 289 millions de dollars à un jardinier en phase terminale d'un cancer. L'infamante transnationale, aujourd'hui propriété de Bayer, a été reconnue coupable de cacher en toute connaissance de cause la dangerosité du Roundup (alias glyphosate) au jardinier qui l'utilisait fréquemment dans le cadre de son activité professionnelle. L'entreprise a décidé de faire appel. Aux Etats-Unis seulement, plus de 4000 procédures contre Monsanto sont en cours. Ces procès pourraient remettre en question les décisions de certains pays d'autoriser l'utilisation du glyphosate, pourtant déjà reconnu cancérigène probable par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC). Pour creuser davantage le sujet : Monsanto Papers et le documentaire Monsanto face à ses juges.

Vom Regen in die Traufe. Der Steuer-AHV-Deal, eine Mogelpackung

Laut Vorschlag des Ständerats, soll die Steuervorlage 17 (SV 17) mit einer zusätzlichen AHV-Finanzierung versüsst werden. Demnach soll jeder Franken, der durch die Steuerreform verloren geht, zusätzlich der AHV zugute kommen. Was als grosser Durchbruch, als Big Deal bezeichnet wird gleicht eher einem kuriosen Kuhhandel. Die Logik dabei: Wenn wir allen etwas geben, sind alle dafür. Aber wer erhält wieviel und wer bezahlt?

Während die Unternehmenssteuersenkungen direkt den AktionärInnen in Form zusätzlicher Gewinnausschüttungen zufließen, wird die Zusatzfinanzierung der AHV von der Bevölkerung bezahlt, hauptsächlich über die Erhöhung der Mehrwertsteuer sowie der Lohnprozente. Bei der Steuervorlage werden auf die nächsten Jahre hinaus gezielt neue Steuereinsparmöglichkeiten für grosse Unternehmen gezimmert, während bei der Altersvorsorge die „Grosse Reform“ noch aussteht und mit massiven Verschlechterungen zu einem späteren Zeitpunkt zu rechnen ist, allen voran beim Rentenalter.

Die SV 17 ist inhaltlich nahezu identisch mit der Unternehmenssteuerreform III, die im Februar 2017 mit fast 60 % abgelehnt wurde. Die Patentbox bleibt, zinsbereinigte Gewinnsteuer soll auf den Kanton Zürich zugeschnitten werden, der Abzug von 150 % auf Forschung und Entwicklung bleibt, die geringe Dividendenbesteuerung bleibt bestehen, das zum Himmel schreiende

Steuerschlupfloch Kapitaleinlageprinzip wird nur minimal korrigiert. Die zusätzliche Finanzierung der AHV ist das Zückerchen, das dazu dient die Steuerreform zu schlucken. Eine teuflische Mischung aus neoliberaler und sozialdemokratischer Politik, welche die herrschenden neoliberalen Verhältnisse auf die Spitze treibt und by the way dem Gros der Bevölkerung via AHV etwas umverteilt.

Fatale Anheizung des Steuerwettbewerbs

Die Folgen sind fatal. Mit der SV17 wird der kantonale sowie internationale Steuerwettbewerb nochmal so richtig angeheizt. Im schweizerischen Durchschnitt sind die Gewinnsteuern bereits in den letzten Jahren massiv gesunken, und zwar von 20,8% (2007) auf 16,6% (2017), vgl. Abbildung. Mit den erwähnten Schritten werden sie noch weiter fallen.

Die finanzstarken Kantone erhalten neue Steuersenkungsinstrumente, während die finanzärmeren Kantone tendenziell die Bevölkerung stärker besteuern werden müssen. Die konkreten Folgen sind kaum abschätzbar und werden auch davon abhängen, wie der Finanzausgleich angepasst wird.

Seit Jahren werden immer höhere Gewinne, immer tiefer besteuert. Wenn es so weitergeht, werden die Gewinnsteuern bis in 10 Jahren komplett abgeschafft sein. Race to the bottom würde damit traurige Realität. Attac Schweiz ist demgegenüber weiterhin entschieden der

Meinung, dass es richtig ist Unternehmensgewinne zu besteuern, denn ihre Gewinne machen sie auf Basis gesellschaftlicher Infrastrukturen. Dementsprechend sollen sie einen Teil ihres Gewinns der Gesellschaft zurückfliessen lassen. Vor 30 Jahren war es noch selbstverständlich, dass dieser Anteil ein Drittel oder mehr betrug, heute diskutieren wir über die völlige Steuerbefreiung von Unternehmen. Das hat verherrende Folgen für die Verteilung des gesellschaftlichen Reichtums, denn ausgeschüttete Gewinne kommen in erster Linie den Eigentümern über Dividenden und andere Finanzerträge zu Gute. Eine der Hauptursachen für die massive Zunahme der Ungleichheit in den letzten Jahrzehnten, wie sie etwa von Thomas Piketty (2014) anschaulich nachgezeichnet wurde. (vgl. Abb. BAK Taxation Index 2017).

Fazit

Die Steuervorlage 17 wird also entweder dazu führen, dass Steuerausfälle zu einem Abbau des Service Public führen oder sie wird zum Teil Unternehmen aus anderen Ländern in die Schweiz locken und damit die globalen Ungleichgewichte noch mehr verschärfen oder beides. Allein Entwicklungsländer verlieren durch Steueroptimierungen in Form von Gewinnverschiebungen multinationaler Konzerne heute bereits jährlich 200 Milliarden Dollar. Das ist mehr als das jährliche Volumen der gesamten Entwicklungsgelder. Für diese Steuerpolitik wurde die Schweiz jüngst auch vom unabhängigen Experten für Menschenrechte und Finanzfragen der

UNO, Juan Pablo Bohoslavsky, in einem Länderbericht scharf gerügt (siehe auch Angles d'Attac - No107, novembre 2017).

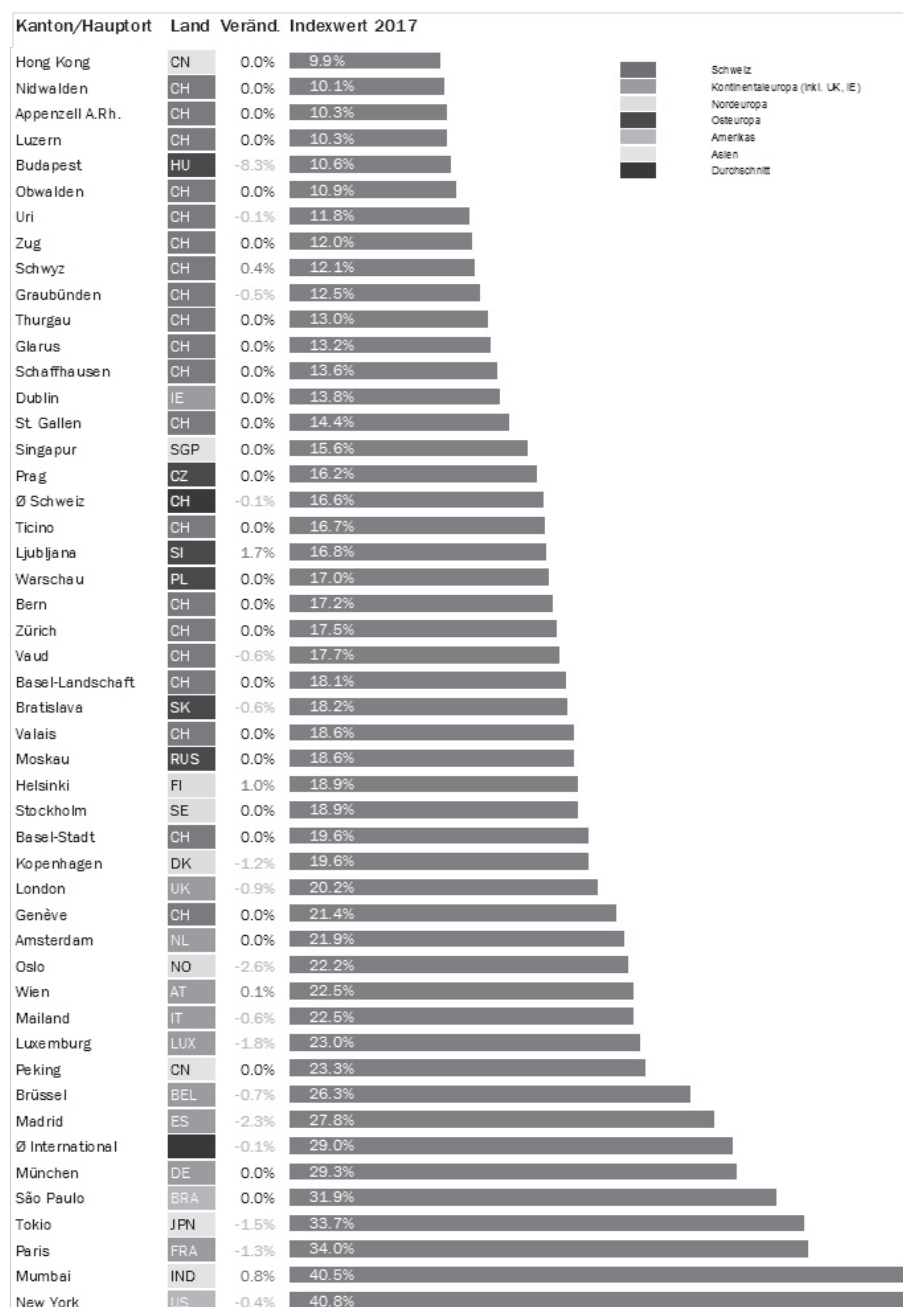
Die heutigen Steuerprivilegien für ausländische Kapitalgesellschaften sind illegitim und eine Anpassung längst überfällig. Die Schweiz schlägt mit der SV 17 die Bemühungen der Eu und der OECD rund um «Base Erosion and Profit Shif-ting» (BEPS) in den Wind. Ziel dieser Bestrebungen ist es Gewinne

dort zu versteuern, wo die Wert-schöpfung stattfindet und damit der aggressiven Gewinnverschiebung in Steuerparadiese einen Riegel zu schieben. Es ist wahrscheinlich, dass bestimmte SV17-Reformelemente in naher Zukunft international nicht mehr akzeptiert werden. Gut mög-lich, dass in einigen Jahren der Eigenkapitalzinsabzug oder die Patentboxen international verpönt sein werden. Bereits heute ist beides umstritten. Aber die Bürgerlichen wollen auf Teufel komm raus diese

Steuerreform durchbringen. Sie ha-ben erkannt, dass Gewerkschaften und die SP im Moment vor allem beim Rentenalter 64 der Frauen nicht zurück können, ohne das Ge-sicht zu verlieren. Der Preis für das Finanzierungspflasterli in der AHV ist aber sehr hoch und könnte sich als gefährlicher Bumerang erweisen. Denn die Logik, 2 Milliarden Steuergeschenke an die Unterneh-men mit 2 Milliarden Zusatzfinan-zierung in der AHV zu kompensieren, führt zu leeren Kas-sen und wird den Spardruck im Ser-vice Public zusätzlich verschärfen. Stattdessen sollte die Ablehnung der Unternehmensteuerreform III ge-nutzt werden um die Unternehmensbesteuerung schweizweit stärker zu harmonisieren und gewisse Mini-malbesteuerungen festzulegen und endlich die Sünden der Unterneh-menssteuerreform II rückgängig zu machen, insbesondere die skandalö-sen Privilegien bei der Dividenden-bestuerung wieder abzuschaffen.

Es zeigt sich, dass die Schweiz als Treiberin des Steuerwettbewerbs selbst zur Getriebenen wird. Aus versprochenen zusätzlichen Steue-reinnahmen, werden massive Steue-rausfälle, unterdessen steigen die Gewinne der Konzerne ins Unermessliche.

*Christine Dellsperger
und Markus Flück
Attac Genève et Attac Suisse*



(vgl. Abb. BAK Taxation Index 2017).

De Charybde en Scylla Le deal fiscal AVS, un marché de dupes...

Le projet du Conseil des Etats prévoit d'adoucir le projet fiscal 17 (PF 17) par un financement additionnel de l'AVS. Chaque franc que fait perdre la réforme est compensé par un franc versé à l'AVS. Ce qui est présenté comme une grande avancée, un « Big Deal » ressemble plutôt à un bizarre maquignonnage.

Soyons logiques : si nous donnons quelque chose à tout le monde, tout le monde sera d'accord. Mais qui recevra combien et qui paiera ?

Alors que les baisses d'impôt sur les sociétés profitent directement aux actionnaires sous forme de bénéfices redistribués supplémentaires, c'est toute la population qui paie le financement additionnel de l'AVS, essentiellement par le biais d'une augmentation de la TVA et des cotisations salariales. Le projet fiscal assure aux grandes entreprises de nouvelles économies d'impôts pour les années à venir, alors qu'on attend toujours la « Grande réforme » des régimes de retraite et que de graves détériorations sont à prévoir ultérieurement, concernant au premier chef l'âge du départ à la retraite.

Le contenu du projet fiscal 17 est pratiquement identique à la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIEIII), rejetée par près de 60% des votants en février 2017. La Patent box est inchangée, la déduction des intérêts notionnels est taillé sur mesure pour le canton de Zurich, la déduction de 150% pour recherche et développement reste, la

faible imposition des dividendes également, la niche fiscale scandaleuse que constitue le principe de l'apport en capital (qui peut être distribué sans être imposé) n'est à peine modifiée. Le financement additionnel de l'AVS n'est que la carotte destinée à faire passer la réforme fiscale. Un mix diabolique de politique néolibérale et de politique socio-démocrate qui pousse à l'extrême les normes néolibérales en vigueur et redistribue au passage par l'AVS un petit quelque chose au gros de la population.

La sous-enchère fiscale fortement encouragée

Les conséquences sont inévitables. Le PF 17 encouragera vivement la course au moins-disant fiscal au niveau cantonal aussi bien qu'international. En Suisse, les impôts sur les bénéfices ont fortement baissé ces dernières années, en moyenne de 20,8% (2007) à 16,6% (2017), voir figure page 11. Les mesures annoncées le feront diminuer encore d'avantage.

Les cantons disposant de finances solides auront de nouveaux instruments à disposition pour faire baisser les impôts des sociétés, tandis que les moins bien lotis seront inéluctablement poussés à imposer plus lourdement leur population. Les conséquences concrètes sont incalculables et dépendront par ailleurs également de la façon dont la péroration intercantonale sera adaptée.

Depuis des années, des bénéfices sans cesse croissants sont de moins en moins imposés. Si l'on continue

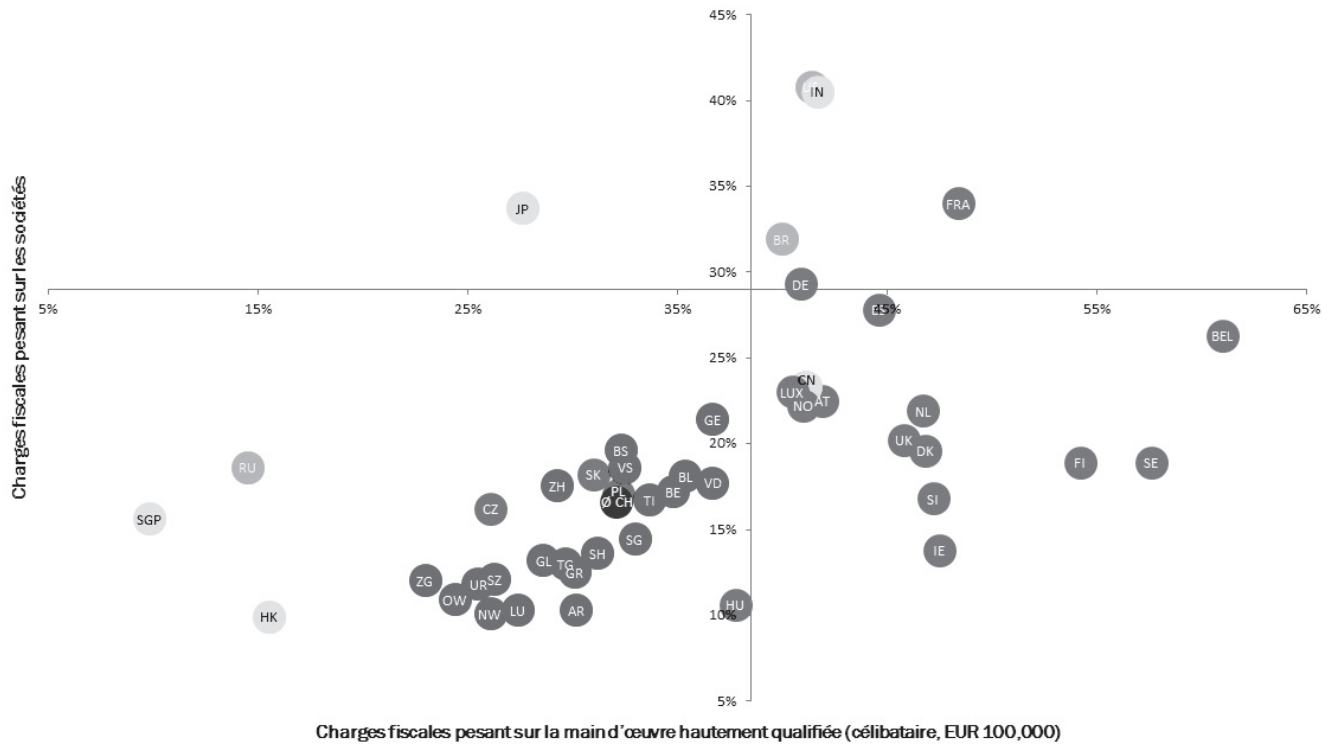
ainsi, les impôts sur les bénéfices auront disparu dans 10 ans. La triste réalité : on tirera tout le monde vers le bas. Devant ce constat, attachez-vous, Suisse reste persuadée que les bénéfices des entreprises sont à soumettre à l'impôt, car leur réalisation dépend des infrastructures sociales. Les entreprises doivent donc reverser une part de leurs bénéfices à l'ensemble de la société. Il y a 30 ans, il était encore normal que cette part s'élève à un tiers, voire plus ; aujourd'hui on va jusqu'à débattre de la suppression complète de l'impôt sur les bénéfices.

Les conséquences en sont désastreuses pour la répartition de la richesse sociale, car les bénéfices distribués profitent surtout aux possédants, par le biais des dividendes et autres revenus financiers. C'est l'une des principales causes de la forte croissance des inégalités au cours des dernières décennies, ainsi que l'a montré par exemple Thomas Piketty.

*Traduit par Michèle Mialane,
Coörditrad*



Corrélation de deux indicateurs représentant le BAK Taxation Index pour les sociétés et pour la main d'œuvre hautement qualifiée (2017)



Who cares?

CARE ist das Thema der Tour de Lorraine rund um den 19. Januar 2019

Care für diesen englischsprachigen Begriff gibt es keine deutsche Übersetzung, die den Sinngehalt angemessen wiedergibt. Annäherungsweise können folgende Begriffe eine Vorstellung geben: sich sorgen um, sich kümmern, achtsam sein.

Alle Menschen brauchen Care, weil niemand erwachsen und selbstständig zur Welt kommt und bis ans Lebensende gesund ist. Care ist aber auch darüber hinaus die Basis jeder gelingenden zwischenmenschlichen Beziehung sowie einer respektvollen Haltung zur Umwelt/Mitwelt.

Care ist die Grundlage jeder Gesellschaft und trotzdem - oder gerade deshalb - weitgehend unsichtbar. Bezahlte und unbezahlte Care-Arbeit wird zum Grossteil von Frauen, viele davon Migrantinnen geleistet. Care hat ausfransende Ränder, oft geht es um Betreuung und Pflege, aber auch gastronomische Dienstleistungen oder Sex-Arbeit können dazu gezählt werden.

Care ist die Kehrseite eines selbstzerstörerischen Kapitalismus und selbst zu oft marginalisiert durch den neoliberalen Sparwahnsinn. Gleichzeitig hat Care das Potential, Ausgangspunkt für eine eigentliche bedürfnisorientierte Care-Revolution zu sein.

Kommt an die Tour de Lorraine 2019!

Die Tour de Lorraine ist Sozialforum und Soliparty zugleich, das jeweils im Januar in Bern stattfindet. Die Tour de Lorraine fand erstmals im Jahr 2001 als Protestveranstaltung zum WEF (World Economic Forum) statt. Attac Bern ist seit Beginn Mitglied des Organisationskomitees. Der Erlös des Tour-de-Lorraine-Partyabends kommt jeweils linken Projekten und Basisinitiativen zu Gute: www.tourdelorraine.ch und tdl@tourdelorraine.ch



Die Chance auf einen Schritt nach vor

Kinderarbeit auf Kakaoplantagen, unmenschliche Arbeitsbedingungen in Textilfabriken, durch Minen verschmutzte Flüsse – in den globalen Lieferketten westlicher Konzerne ist solches seit jeher bittere Realität. Es sind die Folgen eines entfesselten globalen Kapitalismus, der dem mässigenden Regime des Nationalstaates entwachsen ist und der Welt seine eigenen Spielregeln aufzwingt.

In vielen Ländern sind Regierungen nicht willens, geschweige denn in der Lage, dem Gebaren mächtiger Grosskonzerne wirksam entgegenzutreten. Zu korrupt, zu instabil, zu sehr abhängig von ausländischen Investitionen sind sie. Die Verlierer*innen dieser Dynamik sind die Menschen entlang der globalen Liefer- und Wertschöpfungsketten sowie unsere Umwelt. Unfreiwillige Profiteur*innen sind wir Konsument*innen am oberen Ende dieser Kette – und natürlich die Konzerne selber.

Internationalen Konsens national umsetzen

Seit der Verabschiedung der UNO-Leitprinzipien für Wirtschaft und Menschenrechte im Jahr 2011 besteht Konsens darüber, dass auch private Unternehmen verpflichtet sind, bei ihren wirtschaftlichen Aktivitäten die Menschenrechte zu respektieren. Die Leitprinzipien enthalten auch die Grundbausteine einer Regulierung von Auslandaktivitäten globaler Konzerne. Unter-

nehmen sollen etwa im Rahmen einer Sorgfaltsprüfung menschenrechtliche Risiken entlang ihrer Lieferkette frühzeitig erkennen und entschärfen. Darüber hinaus müssen Opfer Zugang zu Wiedergutmachung erhalten. Die Umsetzung der UNO-Leitprinzipien durch geeignete Gesetze und Institutionen ist Pflicht der Nationalstaaten. Während in verschiedenen Ländern wie z.B. Frankreich oder den USA bereits verbindliche Regeln eingeführt wurden, hinkt die Schweiz dieser Entwicklung hinterher. Dabei steht sie als Sitz zahlreicher internationaler Grosskonzerne in einer besonderen Verantwortung. Bisher beschränken sich Bundesrat und Parlament jedoch ausschliesslich auf freiwillige Massnahmen und lehnen verbindliche Regeln für Unternehmen ab.

Menschenrechtsschutz durch Sorgfaltsprüfung und Wiedergutmachungsrechte

Die Konzernverantwortungsinitiative, kurz «Kovi», enthält eben solche verbindlichen Regeln. Das zentrale Element ist eine Sorgfaltsprüfungspflicht, wie sie auch die UNO-Leitprinzipien vorsehen. Schweizer Konzerne sollen Risiken für Menschenrechte und Umwelt, die durch wirtschaftliche Aktivitäten entlang ihrer internationalen Lieferkette entstehen, identifizieren. Anschliessend müssen sie Massnahmen ergreifen, um Verletzungen zu vermeiden bzw. zu beenden. Zudem sollen sie über Risiken und Gegenmassnahmen regelmässig öffentlich berichten. KMU sind von der Initiative nicht betroffen, sofern sie nicht

in einem Hochrisikosektor wie z.B. dem Rohstoffhandel tätig sind. Zur effektiven Durchsetzung der Sorgfaltsprüfung und Gewährleistung von Wiedergutmachungen sieht die Initiative die Möglichkeit von Schadensersatzklagen durch die Opfer vor. Konzerne können dabei auch für Schäden belangt werden, die durch von ihnen kontrollierte Unternehmen verursacht wurden. Wenn sie jedoch nachweisen, dass sie die Sorgfaltsprüfungspflicht erfüllt haben, ist eine Haftung ausgeschlossen.

Ein gelungener Balanceakt

Wer sich Initiativtext und Erläuterungen ansieht, merkt schnell, dass es sich um einen gelungenen Balanceakt im Spannungsfeld von internationalem Privatrecht, Wirtschaft und Ethik handelt. Die unternehmerische Sorgfaltsprüfung ist ein bewährtes Instrument und der Haftungsmechanismus stellt einen unbürokratischen, aber effektiven Durchsetzungsmechanismus dar. Dennoch wird die Initiative von Teilen der Wirtschaft bekämpft. Dabei bedeutet die Initiative wichtige Vorteile für Schweizer Unternehmen. Sie schafft wertvolle Rechtssicherheit, da Klagen wirksam vorgebeugt werden kann. Durch eine verbindliche Pflicht zur Sorgfaltsprüfung sind gleiche Bedingungen für alle Marktteilnehmer*innen gewährleistet. Dadurch werden Konzerne belohnt, die sich bereits heute an entsprechende Standards halten. Überdies gewährleistet die Initiative, dass die Schweiz mit dem internationalen Regulierungsstandard

Schritt hält. Dies schützt die Integrität des Wirtschaftsstandorts, denn bereits eine kleine Zahl fragwürdiger Unternehmen können den Ruf der gesamten Schweiz schädigen.

Ein Gegenvorschlag steht zur Diskussion

Die breite Unterstützung für die Initiative hat die politischen Gegner*innen nun dazu veranlasst, das Initiativkomitee mit einem indirekten Gegenvorschlag zum Rückzug zu bewegen. Beim indirekten Gegenvorschlag handelt es sich um ein vom Parlament beschlossenes Gesetz, das die Anliegen der Initiative aufnimmt. Es bedarf keiner Volksabstimmung, und anstatt eines Verfassungsartikels hätte man ein direkt anwendbares Gesetz. Der Gegenvorschlag sieht ebenfalls eine Sorgfaltsprüfungspflicht sowie einen Haftungsmechanismus vor. Er geht allerdings weniger weit, da er die Wirkung der Initiative auf einen kleineren Kreis von Unternehmen beschränkt und die Haftung der

Konzerne auf die Aktivitäten seiner rechtlichen Tochterunternehmen begrenzt. Ein grosser Vorteil des Gegenvorschlags wäre hingegen, dass dieser unmittelbar in Kraft treten könnte, während bei Annahme der Initiative noch Jahre vergehen dürften, bis eine gesetzliche Umsetzung vorliegt. Und ob diese dann mehr Zähne hätte als der aktuelle Gegenvorschlag ist angesichts der bürgerlichen Dominanz im Parlament unsicher. Das Initiativkomitee hat daher einem Rückzug der Initiative zugestimmt, sollte auch der Ständerat im Herbst dem vom Nationalrat bereits angenommenen Gegenvorschlag ohne weitere Änderungen zustimmen.

Eine historische Chance

Durch die aktuelle politische Situation in der Schweiz und weltweit sind Menschenrechte und soziale Anliegen ständig unter Druck. Mit der Konzernverantwortungsinitiative haben wir die grossartige Chance, für einmal nicht nur bisherige Errun-

genenschaften in einem Abwehrkampf zu verteidigen, sondern einen historischen Schritt voran zu gehen. Zurzeit liegt der Ball beim Ständerat. Doch es ist an uns, den vollen Einfluss der Stimmbürger*innen geltend zu machen. Lasst uns einstehen für verbindliche Regeln für Schweizer Konzerne im Ausland. Lasst uns Kovi-Fahnen aufhängen, Gespräche führen und Leserbriefe schreiben. Gemeinsam können wir diese Initiative zum Erfolg führen.

Sales Hollinger

Benjamin Steinweg

Freiwillige im Kovi-Netzwerk Bern aktiv

Wenn auch du dich engagieren möchtest, melde dich über:

www.konzern-initiative.ch



Eine kritische Bestandsaufnahme

Die Spatzen pfeifen es von den Dächern: ein nächster Crash wird kommen. Die Frage ist nicht ob, sondern nur wann. Am offensichtlichsten treten die Krisen des Finanzsystems derzeit bei den Schulden-lasten der Türkei oder Argentinien zu Tage sowie auch beim wachsenden Schuldenberg Italiens. Auch in den USA schwelt eine Überschuldungskrise bei Studien- und Autokrediten. Es gibt aber grundsätzlichere Probleme die weniger zur Sprache kommen.

Nach dem Zusammenbruch der Lehman-Investmentbank haben weltweit Politiker viel dafür getan, das Finanzcasino wieder zum Laufen zu bringen, indem sie Unmengen von Steuergeldern verschleuderten. Die „Rettungsmassnahmen“ in der Finanzkrise stellten einen massiven Schuldentransfer vom privaten zum öffentlichen Sektor dar. Aus Bankschulden wurden Staatsschulden. Dass die geretteten Banken dann im Gegenzug wieder gegen die sich so verschuldeten Staaten spekulierten, ist nicht zynisch, sondern spiegelt den Grundcharakter der kapitalistischen Gier.

Da es offenbar genügte, „too big to fail“ bzw. „too big to jail“ zu sein, weil die finanzstärksten Spieler von der Politik nicht fallen gelassen würden, war es nun offensichtlich, dass die Staaten von den Finanzgrössen quasi in Geiselschaft genommen werden konnten. Die Kosten für

schlechte Risiken wurden vergesellschaftet, die Gewinne aber privatisiert. Aber der Run auf kurzfristige Profite, der im Jahr 2008 beinahe die Weltwirtschaft zusammenbrechen liess, lohnte sich für die Superreichen: In den USA beispielsweise verbuchten die reichsten 0.01% eine reale Einkommenssteigerung von 685% seit 1979, während die meisten anderen Löhne stagnierten. Es ist eine aufschlussreiche Frage, ob sich denn auch die Produktivität der Reichsten in diesem Zeitraum auf das Siebenfache gesteigert habe. Seit langem vergrössert sich die Kluft zwischen Arm und Reich in den westlichen Staaten, und der Trend zur Ungleichheit bleibt trotz oder vielleicht auch teilweise wegen der Krise seit 2008 ungebrochen. Oxfam spricht davon, dass heutzutage eine Handvoll der reichsten Milliardäre gleich viel besitzt wie die ganze ärmere Hälfte der Menschheit. Da die Finanzstärke bekanntlich ein Ausdruck des Machteinflusses ist, den man auf politische und soziale Systeme ausüben kann, lässt sich auch schnell beantworten, wie viel „Wert“ in einem solchen System dem Leben und der Mitsprache eines Menschen der 99% der weniger besitzenden Klasse noch gegeben wird.

Man kann daher durchaus behaupten, dass eine Art „Sozialismus für Reiche“ inzwischen unsere demokratischen Systeme ausgehöhlt hat, indem sich die Machtverhältnisse immer mehr zugunsten grosser Finanzakteure verschoben haben. Einige augenfällige Beispiele mögen

dies verdeutlichen:

- Wenn eine grosse Bank sich verspekuliert, wird sie gerettet. Verantwortliche CEOs erhalten oft einen sogenannten „goldenen Fallschirm“ und haften nicht persönlich für den angerichteten Schaden. Nach dem Crash liefen sogar absurde Bonuzahlungen weiter, z.B. bei der geretteten Royal Bank of Scotland im Umfang von 1 Milliarde £, während die Bank gleichzeitig Verluste von 1.1 Milliarden £ auswies. Kann umgekehrt ein Staat seine Kredite nicht mehr zurückzahlen, werden dafür Sparprogramme aufgeföhren (siehe Griechenland), welche die Sozialsysteme, Renten und öffentliche Grundversorgung und damit die Bürger belasten und ihre demokratische Mitbestimmung untergraben.

- Während Grosskonzerne ihre Gewinne in Steueroasen vor dem Fiskus verstecken und sich für Steuervermeidungspraktiken, die sich im Nachhinein als illegal herausstellen, kaum verantworten müssen, werden Bürger, die ihre gestiegenen Mieten nicht mehr bezahlen können, einfach auf die Strasse gesetzt, selbst wenn sie zuvor ihr ganzes Leben lang verlässlich ihre Miete beglichen haben.

- Wenn sich Banken milliardenschwere Marktmanipulationen (z.B. Libor) oder Grosskonzerne Umweltverbrechen (z.B. Ölkatastrophe im Golf von Mexiko 2010) zu Schulden kommen lassen, begnügen sich die staatlichen Regulatoren oft mit Strafzahlungen, die diese Firmen nicht wirklich zu einem Umdenken bewegen und die diese mitunter so-

gar noch von der Steuer absetzen können. Umgekehrt können Menschen auch für kleine Vergehen (z.B. Schwarzfahren) ins Gefängnis gesteckt werden.

- Der britische Steuerexperte Richard Murphy schätzt, dass dem Gemeinwesen durch (nicht illegale) Steuervermeidung und illegale Steuerflucht täglich 260 Millionen £ verloren gehen. Das ist mehr als das 260-fache des mutmasslichen Missbrauchs von Sozialleistungen in Grossbritannien. Trotzdem stehen im allgemeinen gesellschaftlichen Diskurs vor allem die Sozialhilfebeziehenden am Pranger.

Seit der Finanzkrise ab 2007 haben die Risiken und Ungleichgewichte weiter zugenommen. In den USA wurden die Bankregulierungen durch Präsident Trump wieder gelockert. Die Finanzwirtschaft ist im Vergleich zur Realwirtschaft massiv gewachsen und hat diese überholt. Immer mehr wird nur noch auf kurzfristige Gewinne und „shareholder value“ geschielt. Kosten werden externalisiert, was eine beschönigende Formulierung dafür ist, dass andere Menschen und die Natur den Preis für diese Gewinne zahlen. Die dadurch verursachten Ungleichgewichte (gemäss den Forschungen von Piketty und Rajan) sind aber ihrerseits krisenverursachende Faktoren.

Die fortschreitende Finanzialisierung ist letztlich selbst für die Weltwirtschaft zu einem Hindernis geworden. Die Finanzwirtschaft hat sich von einer Dienerin der Realwirtschaft in einen Moloch verwandelt,

der einfach nur Schulden erzeugt und faule Risiken in die Weltwirtschaft pumpt. Weil Finanzprodukte weitaus höhere Renditen erzielen, als es mit Güterproduktion oder Dienstleistungen möglich wäre, und weil diese Gewinne viel geringer besteuert werden, geht die Einkommensschere immer weiter auseinander und nehmen die Ungleichgewichte zu. Ausserdem werden Gewinne im Finanzsektor immer mehr von der Realwirtschaft abgekoppelt. Mittlerweile haben einige Länder in der EU einen Stand der Ungleichheit erreicht, wie wir ihn am Anfang des 20. Jh. vor den grossen Crashes hatten.

Bei einem nächsten Crash wird es schnell wieder heissen: „Wenn wir diese Bank nicht retten, dann sind unsere Ersparnisse und Renten verloren“.

Eine solche Einschätzung scheint ja zunächst durchaus rational: „Es muss alles so bleiben, wie es war!“ Leider lässt es das Dogma der meisten Menschen überhaupt nicht zu, jetzt etwas anderes zu denken. Dumm nur, dass wir mit dem „weiter wie bisher“ immer mehr an planetarische und soziale Grenzen stossen und es einfach nicht sinnvoll ist, mehr von dem gleichen Gift zuzuführen, das uns

in diese Krise hineinversetzt hat. Das tieferliegende Problem ist, dass es einen Systemwechsel braucht.

Es wäre mit dem entsprechenden politischen Willen leicht möglich, Regulierungen zu finden und Abmachungen zu treffen, die dem Wohl der Menschen und ihrer Lebensgrundlagen nützen und die unsoziales, verschwenderisches oder unethisches Verhalten eindämmen. Die Ideen sind schon lange da, nur die (von den Profiteuren des Systems gerne geschürte) Angst vor einer Veränderung, verhinderte immer wieder ihre Umsetzung. Da wären etwa der Ansatz der Gemeinwohlökonomie zu nennen, die von Attac schon jahrelang geforderte Robin-Hood-Tax oder die 99%-Initiative. Doch auch Grundlagen unserer kapitalistischen Herrschaft-





sordnung dürfen bei einem nächsten Crash kein Tabu bleiben, wenn wir das Problem an der Wurzel packen wollen:

- Banken oder Schattenbanken, die sich verspekuliert haben, dürfen nur dann gerettet werden, wenn sie sich einer staatlichen Kontrolle unterstellen. Nur wenn Regierungen dadurch zeigen, dass unternehmerische Verantwortung nicht von Gewinnabschöpfung getrennt werden kann, wird ein Umdenken stattfinden. Dies hätte ausserdem den Vorteil, ein echtes Gegengewicht zu den übermächtigen Privatbanken zu schaffen, der Finanzialisierung entgegen zu wirken, eine bessere Kreditvergabe zu ermöglichen und auch die Buchgeldschöpfung wieder vermehrt einer demokratischen Kontrolle zuzuführen.

- Mitarbeiter von Unternehmen müssen wieder angemessen an den Unternehmensgewinnen beteiligt und ihr Mitspracherecht bei Unternehmensentscheiden gestärkt werden. Schädliches Pro-fitmaximierungsstreben (z.B. Aktienrückkauf-Programme oder steuerfreie

Ausschüttungen an Aktionäre) würde dadurch von selbst eingeschränkt.

- Gesellschaftliche Ungleichheiten müssen durch wirksames Umsteuern wieder ausgeglichen werden. Dies wäre z.B. mit besseren Regulierungen von Monopolen und Kartellen, einer Bodenwertsteuer, sowie auch mit einer Erbschaftssteuer für hohe Vermögen möglich.

Es gibt ein einfaches Kriterium, mit dem jede*r selbst entscheiden kann, ob sie*er zu denjenigen zählt, deren Gewinne durch die obigen Veränderungsvorschläge geschmälert würden: Besteht die Haupteinnahmequelle in der eigenen Arbeit oder schöpft man die Einnahmen wesentlich aus Wertpapieren, Besitz von Immobilien, Ländereien, Patenten oder Urheberrechten? Gemäss World Wealth Report 2015 hat die zweite Kategorie der Einkommensempfänger 18% ihres Vermögens in Immobilien, 26% in Bareinlagen, 27% in Aktien, 17% in festverzinslichen Wertpapieren, und 13% in In-

vestments wie Hedgefonds, Derivaten, Fremdwährungen, Rohstoffen und Private Equity angelegt. Wenn man also zur überwiegenden Mehrheit der ersten Kategorie gehört, was, ausser einer Angst vor Veränderung, hindert einen daran, die Spielregeln neu zu schreiben?

Adam Smith, der Begründer der klassischen Ökonomie, war der Ansicht, dass der Kapitalismus in eine Welt münde, die dem Wesen der Menschen entspricht. Heute zeigt sich, sie entspricht nur wenigen Menschen, nämlich denen, die sich in der Entfremdung wohl fühlen, welche die Abkoppelung von Verantwortung und sozialer Verbundenheit von ihrem eigenen ökonomischen Handeln hervorgerufen hat, abgeschirmt vom Elend, das sie mit ihrem verschwenderischen Lebensstil erzeugen. Doch auch diese Welt bröckelt. Wann wird die Leidensschwelle erreicht sein, bei der wir auf die auf uns zukommenden unausweichlichen Veränderungen reagieren?

*Thomas Dorizzi
Attac Zürich*





**Attac Schweiz sucht eine/n
Co-Sekretär/in**
Beschäftigungsgrad 20 %

Profil

- Attac Mitglied oder Sympathisant/in, gut vernetzt in linken Sozialen Bewegungen und Verbänden
- Sprachgewandt und Textstark, erfahren in der Medienarbeit
- Beherrschung der Sprachen Deutsch und Französisch
- Teamfähig, sozial kompetent, flexibel
- Gute IT-Kenntnisse

Aufgaben

1) Vereinsarbeit und Kommunikation

- Koordination der Publikation Attac-Publikationen
- Pflege und Aktualisierung der Internetseite sowie aktive Social Media Arbeit
- Koordination der im Rahmen der Vereinsarbeit anfallenden administrativen Aufgaben (Sitzungen leiten, Protokolle schreiben)
- Koordination mit Mélinda Tschanz, westschweizer Co-Sekretärin

2) Kontaktpflege und Öffentlichkeitsarbeit

- Attac Schweiz in den Medien und bei den verschiedenen Organisationen repräsentieren
- Informationen und Anfragen europäischer Attac Gruppen und anderer befreundeter internationaler Organisation entgegennehmen und bearbeiten

3) Politische Arbeit

- Organisierung: Für die Zukunft von Attac ist es entscheidend, dass es gelingt neue Aktivistinnen und Aktivisten zu gewinnen
- Gemeinsam mit der nationalen Koordination die Positionen und Aktionen von Attac entwickeln und festlegen
- Konzeption und Organisation von Kampagnen
- Aktuelle Themen die für Attac von Interesse sein könnten verfolgen, Argumente vorbereiten und Vorschläge erarbeiten.

Bewerbungen an:

secretariat@attac.ch oder Postadresse: attac-bern, 3000 Bern, **Einreicheschluss ist der 21. Oktober 2018**, die Bewerbungsgespräche finden im November 2018 statt, die Anstellung ist ab Dezember 2018 oder nach Vereinbarung möglich.

20 ans d'Attac - 20 ans de luttes

Cycles de conférences

Les services publics face à l'austérité : la nécessité d'une grève féministe

Depuis de nombreuses années en Suisse et dans le canton de Vaud, les services publics font face à de l'austérité de la part des autorités politiques, que ce soit par des coupes budgétaires, le non-renouvellement de poste ou des statuts précaires d'auxiliaires qui persistent durant des décennies. De plus, avec la RIE III vaudoise et le nouveau projet PF 17, les services publics subiront de nouvelles coupes budgétaires. L'austérité serait-elle là pour rester ?

11 octobre 2018 à Lausanne, Pôle Sud, salle Bering, Av. Jean-Jacques Mercier 3, 20h

• Intervenante :

Michela Bovolenta, secrétaire politique au syndicat SSP et collectif grève féministe en 2019.

Les liaisons dangereuses du négoce de matières premières

La Suisse est l'une des places majeures du trading de matières premières. Plus de 500 entreprises sont installées sur l'arc lémanique et Zoug. Cette conférence permettra de mieux comprendre le rôle de la Suisse dans ce commerce et comment agir face aux abus de ces transnationales discrètes, notamment en évoquant les cas de Gunvor et Glencore.

**3 novembre 2018 à Genève, Maison des associations, salle Zazi Sadou,
Rue des Savoises 15, de 14h à 16h**

• Intervenant.e.s :

Marc Guéniat, Public eye, responsable enquête et senior researcher

Agathe Duparc, Public eye, responsable enquête et senior researcher (anc. Mediapart)

L'Etat social et la reproduction des inégalités sociales

Est-ce que la politique sociale réduit, reproduit ou agrandit les inégalités sociales ? La réponse à cette question est complexe. Et elle doit être différenciée, car les différentes branches de la sécurité sociale ont des effets redistributifs assez divers. Tour d'horizon et conclusions politiques, en référence à l'actualité politique suisse.

**7 novembre 2018 à Fribourg, Université Miséricorde, salle 3115,
Av. de l'Europe 20, 17h45 à 19h45**

• Intervenent :

Dr Peter Streckeisen, privat docent et chargé de cours de sociologie à l'Université de Bâle
Organisée par Attac Fribourg

20 Jahre Attac - 20 Jahre Kampf Konferenzzyklus (auf französisch)

Der Service Public und die Sparpolitik: Deshalb braucht es einen Frauenstreikfeministischen Streiks

Seit vielen Jahren sind die öffentlichen Dienste in der Schweiz und im Kanton Waadt von Sparmaßnahmen. Mit der Steuervorlage 17 und den kantonalen Unternehmenssteuersenkungen verschärft sich die Situation zusätzlich. Wie beispielsweise kommt es bei den Energieversorgern zu weiteren Einschnitten. Doch wie weit geht die Sparpolitik noch?

11. Oktober 2018 in Lausanne, Pôle Sud, Bering Zimmer, Av. Jean-Jacques Mercier 3. 20.00 Uhr

Referentin:

Michela Bovolenta, politische Sekretärin bei der Gewerkschaft VPOD und beim Kollektiv
fFeministischer Streik im Jahr 2019.

Gefährliche Verbindungen des Warenhandels

Die Schweiz ist einer der wichtigsten globalen Handelsplätze für Rohstoffe. Mehr als 500 Unternehmen sind am Genfer See und in Zug ansässig. Diese Veranstaltung möchte zu einem besseren Verständnis beitragen, was die Rolle der Schweiz anbelangt und zeigt Perspektiven auf wie bei missbräuchlichen Praktiken der Multis - am Beispiel der Fälle von Gunvor und Glencore - umgegangen werden kann.

**3. November 2018 in Genf, Maison des associations, Zimmer Zazi Sadou,
Rue des Savoises 15, von 14 bis 16 Uhr**

Referentin und Referent:

Marc Guéniat, Public Eye, Senior Investigator und Senior Researcher

Agathe Duparc, Public Eye, Senior Investigator und Senior Researcher (früher Mediapart)

Der soziale Staat und die Reproduktion sozialer Ungleichheiten

Verkleinert, reproduziert oder vergrößert die Sozialpolitik soziale Ungleichheiten? Die Antwort auf diese Frage ist komplex. Und es muss differenziert werden, weil die verschiedenen Zweige der sozialen Sicherheit unterschiedliche Umverteilungseffekte haben. Überblick und politische Schlussfolgerungen, bezogen auf politische Ereignisse in der Schweiz.

**7. November 2018 in Fribourg, Université Miséricorde, Raum 3115,
Av. Europa 20, 5:45 bis 19:45 Uhr**

Referent:

Dr. Peter Streckeisen, Privatdozent und Dozent für Soziologie an der Universität Basel
Organisiert von Attac Fribourg



Invitation à l'Assemblée générale d'Attac Suisse

Chères amies, chers amis,
Attac Suisse a le plaisir de vous inviter à sa prochaine assemblée générale qui aura lieu le

Samedi 3 novembre de 10h à 16h
Maison des associations, Rue des Savoises 15,
salle Zazi Sadou, à Genève

Ce sera l'occasion de faire le bilan des activités passées et préparer les campagnes à venir. Un repas commun sera organisé à midi avant la conférence, détails ci-dessous de 14h.

Ordre du jour :

1. Accueil et adoption de l'ordre du jour
2. Approbation du PV de l'AG 2017
3. Rapport d'activités 2017-2018
4. Finances
 - a) Présentation des comptes;
 - b) Rapport des réviseurs;
 - c) Adoption des comptes;
 - d) Budget 2019
5. Mise à jour des statuts et motions : Vous pouvez transmettre vos propositions à secretariat@attac.ch d'ici au 27 octobre 2017 (7 jours avant).
6. Elections du comptable, des responsables des finances et des réviseurs des comptes
7. Campagnes et activités 2019
8. Divers

Conférence publique à 14h

Les liaisons dangereuses du négoce de matières premières

Intervenant.e.s :

- **Marc Guéniat, Public eye**, responsable enquête et senior researcher
- **Agathe Duparc, Public eye**, responsable enquête et senior researcher (anc. Mediapart)

La Suisse est l'une des places majeures du trading de matières premières. Plus de 500 entreprises sont installées sur l'arc lémanique et Zoug. Cette conférence permettra de mieux comprendre le rôle de la Suisse dans ce commerce et comment agir face aux abus de ces transnationales discrètes, notamment en évoquant les cas de Gunvor et Glencore.

Au plaisir de vous retrouver nombreuses et nombreux,

Pour Attac Suisse,
Mélinda Tschanz et Markus Flück, co-secrétaires d'Attac Suisse



Einladung zur Mitgliederversammlung von Attac Schweiz

Liebe Mitglieder von Attac Schweiz,
Es freut uns sehr, Euch zur Mitgliederversammlung und einer Nachmittagsveranstaltung einzuladen.

Samstag, 3. November 2018, von 10 Uhr bis 16 Uhr
Maison des associations, Rue des Savoises 15,
Raum Zazi Sadou, in Genf

Die Mitgliederversammlung ist eine gute Gelegenheit Bilanz über vergangene Aktivitäten zu ziehen und zukünftige zu planen. Für ein gemeinsames Mittagessen vor der Nachmittagsveranstaltung (ab 14 Uhr) ist ebenfalls gesorgt.

Traktandenliste der Mitgliederversammlung :

1. Begrüssung und Anpassung der Traktandenliste
2. Genehmigung des Protokolls von der Mitgliederversammlung 2017
3. Jahresbericht 2017-2018
4. Finanzen
 - a) Finanzbericht
 - b) Revisionsbericht
 - c) Genehmigung des Finanzberichts
 - d) Budget 2019
5. Änderungen und Anpassungen der Statuten und Motionen können bis am 27. Oktober 2018 an secretariat@attac.ch gesendet werden (7 Tage im Voraus).
6. Wahl des Buchhalters, der Finanzverantwortlichen und der KontorevisorInnen
7. Kampagnen und Aktivitäten 2019
8. Diverses

Veranstaltung von 14 – 16 Uhr

Gefährliche Verstrickungen im Rohstoffhandel

Referent und Referentin:

Marc Guéniat, Public Eye, investigativer Rechercheur
Agathe Duparc, Public Eye, investigative Rechercheurin (früher Mediapart)

Die Schweiz ist einer der wichtigsten globalen Handelsplätze für Rohstoffe. Mehr als 500 Unternehmen sind am Genfer See und in Zug ansässig. Diese Veranstaltung möchte zu einem besseren Verständnis beitragen, was die Rolle der Schweiz anbelangt und zeigt Perspektiven auf wie bei missbräuchlichen Praktiken der Multis - am Beispiel der Fälle von Gunvor und Glencore - umgegangen werden kann.

3. November in Genf, Maison des associations, Zimmer Zazi Sadou, Rue des Savoises 15, von 14 bis 16 Uhr

Vielen herzlichen Dank für Deine Unterstützung!

Für Attac Schweiz,
Mélinda Tschanz und Markus Flück, Co-Sekretariat Attac Schweiz

Comment se rendre à la Maison des Associations ? Wie kommt man zum Maison des Associations ?



Depuis la gare Cornavin, prendre le tram 15, arrêt Place du Cirque
Vom Bahnhof Cornavin nehmen Sie die Straßenbahnlinie 15, Place du Cirque

Unterstützung des Sekretariats von Attac Schweiz Soutien pour le secrétariat d'Attac Suisse

Mit diesen Zeilen bitten wir Sie wie jedes Jahr freundlich um Ihre Unterstützung für das Sekretariat von Attac Schweiz.

Den Mitgliederbeitrag von Anfang Jahr wird primär für die Aktivitäten der kantonalen Sektionen verwendet, nur ein kleiner Anteil wird für gemeinsame Verwaltungskosten verwendet. Das Sekretariat von Attac Schweiz ist dazu da, die Aktivitäten von Attac schweizweit und international zu koordinieren und mit anderen sozialen Bewegungen zu vernetzen. Ausserdem wird die Publikation *Angles d'actuel* (beiliegend) sowie die Webseite verantwortet.

Wir hoffen, dass viele von Ihnen unser motiviertes, junges Team unterstützen. Für die Tätigkeiten von Attac ist das Sekretariat absolut zentral.

Wir bedanken uns deshalb herzlich im Voraus für Ihre Unterstützung.

Mit freundlichen Grüßen

Par ces lignes nous vous contactons comme chaque année pour vous demander votre appui au secrétariat national.

Le secrétariat national a pour but de coordonner les différentes activités de l'association, de motiver des actions au niveau suisse, de maintenir des liens avec les mouvements sociaux du pays et à l'international, et enfin de rédiger et réaliser l'*Angles d'actuel* en allemand et en français. Sans compter tout le travail lié au site internet.

Nous espérons que vous serez nombreux à soutenir le bel élan que nous apportent notre jeune équipe très motivée et tout aussi compétente. Vous l'aurez compris, ces postes sont vitaux. Merci d'avance.

Avec nos cordiales salutations militantes,

Pour la comptabilité d'Attac Suisse
Mica Arsenijević

Coordonnées bancaires :

Attac Schweiz - Freiburg
CH25 0900 0000 1776 2066 4
17-762066-4

Adresse :

Mélinda Tschanz
Avenue de la Dôle 1
1005 Lausanne